

L'AUTOGESTION COMME MOT D'ORDRE D'ACTION

SDS n°45, juin-juillet 1968

On n'a jamais parlé autant de l'autogestion dans un pays capitaliste, qu'actuellement en France. Dans l'espace de quelques semaines l'idée de l'auto gestion a tenté les milieux les plus divers, jusqu'au Pouvoir, qui dans la personne de de Gaulle se fait maintenant l'avocat de la " participation ".

Certes, le contenu que chacun donne à l'autogestion n'est pas le même. Mais le dénominateur commun à tous ceux qui parlent de " participation " consiste dans le fait que tous admettent la nécessité de la participation démocratique des producteurs et des citoyens à la gestion de la vie économique, politique et sociale du pays. Ce qui les différencie c'est naturellement l'ampleur et la forme concrète que doit prendre cette " participation " à la gestion.

Il serait particulièrement intéressant et de toutes façons utile et même nécessaire, de réunir toutes les opinions émises dans les milieux les plus divers au sujet de l'autogestion, pour démontrer à quel point cette idée est devenue consciemment ou inconsciemment, de manière claire ou confuse, une idée force, une idée centrale, à partir de laquelle on sent qu'il est possible et nécessaire de remodeler l'ensemble de la vie sociale.

Chose significative ce sont les organisations se réclamant de la classe ouvrière qui ont, à des degrés divers, le moins parlé de l'autogestion. Ainsi par exemple, le P.C.F. et la CGT dont le rôle global dans les événements, jugé objectivement, mérite bien le titre de " grande trahison ", ont adopté l'attitude d'ironiser au sujet du mot d'ordre " creux ", " confus " etc. de l'autogestion. Pour ces directions il ne s'agissait guère d'avancer des mots d'ordre transitoires capables de mettre en cause, par leur dynamisme, le régime capitaliste, et encore moins de viser à la conquête du pouvoir et au socialisme. En tant que directions classiquement réformistes, elles ont préféré le " réalisme " à toute épreuve d'un programme minimum exclusivement salarial. L'institutionnalisation des conseils ouvriers et l'introduction de l'autogestion sont vues par Brejnev comme des concessions d'un Gouvernement " social démocrate " (celui de Dubcek) à un courant droitier, on s'étonne moins de voir Waldeck Rochet, disciple fidèle de l'école stalinienne et de ses épigones soviétiques, se garder bien d'innover " en la matière.

L'attitude prise par les différents groupes se réclamant du " trotskysme " est plus gênante. Car en réalité, aucun d'eux, ni

celui de Lambert, ni celui de Frank, ni " Voix Ouvrière " n'ont mené campagne systématique pour l'autogestion. Ils n'ont qu'épi odieusement parlé, ici et là de " gestion ouvrière de la vie économique ", et le plus souvent de " contrôle ouvrier ".

En aucun moment ils n'ont fait campagne pour la gestion des usines, des entreprises et des services sociaux en grève par leurs travailleurs, organisés en Conseils ouvriers. En aucun moment ils n'ont explicité le socialisme démocratique dont ils se réclament en tant que système basé sur l'autogestion par les producteurs et les citoyens à toMs les échelons de la base au sommet et dans tous les domaines, économiques, politique, culturel, social. Prisonniers d'une conception, d'une économie essentiellement, sinon exclusivement étatisée et centralement planifiée, selon la tradition soviétique, ils éprouvent toujours une difficulté invincible à tirer critique-ment les conclusions de cette expérience et à épouser le courant profond des nouvelles générations qui aspirent à un socialisme avant tout réellement démocratique, autogestionnaire. Par fractionnisme également ils répugnent à utiliser franchement un mot d'ordre soi disant " pabliste ". En réalité seule le P.S.U. et en partie comme nous l'avons déjà noté la CFDT ont parlé d'autogestion, ainsi que des groupes " anarcho-communistes ". Le P.S.U. en particulier a su développer le thème du " socialisme démocratique " basé sur l'auto-détermination (...)

On s'étonne que ces organisations traditionnelles n'aient vu jusqu'ici que " ruse " simple du Pouvoir. Seule la CFDT, par concurrence, entre autres contre la CGT a osé parler de " pouvoir ouvrier " complet. Le rôle des syndicats par rapport à l'autogestion n'est pas de déléguer à eux le pouvoir des travailleurs mais d'aider ces derniers à apprendre et exercer l'autogestion.

(...) Notre propre tendance était depuis longtemps la mieux préparée pour comprendre l'actualité brûlante de l'autogestion et saisir tout son dynamisme à chaque étape du processus révolutionnaire. Et c'est grâce à cette préparation qu'elle a su avancer pendant la première phase de la crise révolutionnaire ouverte en France les mots d'ordre transitoires les plus appropriés à la situation. Ce qui est important dans une situation comme celle qui se développe actuellement en France, n'est pas d'avancer des slogans généraux et abstraits par exemple vive le socialisme, vive la révolution, vive le pouvoir ou le gouvernement ouvrier etc. mais de lier la propagande pour les buts généraux à des mots d'ordre

transitoires aidant les masses à engager la lutte pour ces buts.

Le mot d'ordre de l'autogestion a la particularité d'être à la fois un mot d'ordre transitoire et un mot d'ordre carrément socialiste.

De ce point de vue il était parfaitement juste et nécessaire d'insister, comme nous l'avons fait, pour que les ouvriers et les travailleurs qui ont suivi le mouvement des étudiants occupent les usines et les différents services sociaux, réalisent eux aussi l'essentiel du message de ce mouvement; en commençant à gérer, comme les étudiants leur université, eux aussi leurs lieux de travail professionnel. Les étudiants sont passés de la " contestation " verbale de la société " néo-capitaliste " à l'acte révolutionnaire de l'abolition pratique du contrôle de cette société sur leurs écoles, grâce à la gestion de ces dernières par eux-mêmes (les étudiants et les professeurs).

Les travailleurs devraient en faire autant en rejetant la grève passive et l'occupation passive des lieux du travail, pour passer à leur autogestion. A partir de ce moment on franchit automatiquement une étape pour accéder à un niveau de la lutte qualitativement supérieur qui ouvre largement la nécessité et par conséquent la perspective également du pouvoir.

C'est par l'autogestion que se pose et se réalise la lutte pour le pouvoir, car l'autogestion même limitée, au début, aux seuls lieux du travail, signifie abolition pratique du pouvoir capitaliste.

Donc il n'est pas du tout nécessaire de conquérir préalablement le pouvoir pour lutter pour l'autogestion. Il faut commencer par poser la question de l'auto gestion des lieux du travail, pour entamer la lutte pour le pouvoir tout entier.

C'est donc dans cette logique, dans ce développement dynamique, que réside le caractère du mot d'ordre transitoire par excellence de l'autogestion.

Ceux qui évoquent les problèmes pratiques découlant de l'autogestion de telle ou telle usine, ou entre prise particulière, pour réfuter la validité du mot d'ordre, sont les avocats malintentionnés d'une mauvaise cause. Car tout d'abord il n'est certes pas question de pratiquer l'autogestion en régime qui demeure capitaliste. L'autogestion, en tant que mot d'ordre transitoire n'est applicable qu'à des périodes révolutionnaires comme celle que nous venons de connaître en mai et juin en France, devant évoluer rapidement de la dualité du pouvoir vers la prise du pouvoir. C'est dans cette perspective que les questions pra-

tiques de la gestion de telle ou telle usine, entreprise, ou de tel service social, trouvent leur solution concrète. Mais c'est d'autre part la réalisation immédiate de la gestion des entreprises et des services sociaux affectant directement la vie des travailleurs (en matière par exemple d'alimentation, de transports, de santé, etc.) qu'on matérialise pour eux (les travailleurs et la population en général) la possibilité et même l'efficacité du pouvoir ouvrier.

Et cet exemple partiellement commenté s'avère vite d'une contagion irrésistible. En France tout fut joué pendant la première phase de la crise révolutionnaire ouverte sur cette question précise : transformer la grève et l'occupation passives, en gestion active par les travailleurs. Seules quelques entreprises, surtout en province (à Nantes en particulier) animées par des éléments d'avant-garde, avaient commencé à poser pratiquement la question de leur autogestion.

Mais en général, sur le reste, le contrôle contre-révolutionnaire du P.C.F. et de la CGT a réussi à se maintenir.

Il n'y a pas eu jonction effective des étudiants et des ouvriers, et il n'y a pas eu transmission pratique du message des étudiants aux ouvriers : gérer leurs lieux de travail comme eux avaient commencé à gérer leurs Ecoles.

Mais il est quasi certain que lorsque la nouvelle vague de la révolution commencée éclatera, le mot d'ordre de l'autogestion rencontrera un terrain infiniment mieux préparé pour sa propagation pratique rapide, peut-être comme une véritable traînée de poudre.

Quant à la signification de ce mot d'ordre en tant que contenu réel du socialisme démocratique à bâtir après la prise du pouvoir, notre Tendance s'est exprimée dans plusieurs textes, de manière exhaustive sur cette autogestion. Il me suffit de rappeler que pour nous, bâtir une société socialiste autogérée à tous les niveaux et dans tous les domaines, présuppose une conception de l'Etat, du Parti, des Syndicats fort différente de celle soi-disant " léniniste ".

Par des institutions auxquelles se délègue pratiquement de manière permanente, le pouvoir de la classe mais des institutions qui démontrent pratiquement leur souci d'aider la classe ~ à se déprolétarianiser culturellement économiquement, fonctionnellement, et à jouer de plus en plus pleinement son rôle en tant que classe dirigeante.

Donc un effort dès le début pas seulement pour institutionnaliser formellement l'autogestion mais pour aider culturelle-

ment les travailleurs à gérer effectivement leur société. Egalement un effort dès le début pour déprolétarianiser économiquement les travailleurs en adoptant un mode de rémunération selon le travail fourni c'est-à-dire selon la masse de valeur produite par chaque travailleur, une fois les défalcatations faites (démocratiquement) pour la reproduction et l'entretien de la société.

L'autogestion dans la société transitoire du capitalisme au socialisme parachevé, doit nécessairement s'articuler adéquatement d'un côté avec le Plan et de l'autre côté avec le marché.

Ce sont tous ces éléments qui font partie de notre conception du fonctionnement global de l'autogestion dans le cadre d'un régime où la révolution a déjà vaincu.

21 juin 1968, M. PABLO.